Recourir à la justice pour forcer les gouvernements à lutter contre le réchauffement

Dossier de

de /> la rédaction de H2o November 2022

Le pari du Vanuatu d'impliquer la Cour internationale de justice (CIJ) pour accéIérer la lutte contre le réchauffement crée une lueur d'espoir chez les militants, qui comptent sur le poids du "glaive de la justice" pour faire pression sur les gouvernements. Le gouvernement de la petite île du Pacifique, en premià re ligne face aux impacts du changement climatique, avait annoncé en 2021 vouloir demander un avis à l'organe judiciaire des Nations unies. Un an plus tard, l'initiative s'est accéIérée avec son lancement formel devant l'AssembIée générale de l'ONU, qui devrait voter dans le prochains mois pour y donner suite ou non. La question soumise à la CIJ demandera également un éclairage sur le lien entre impacts climatiques et droits de la personne ainsi que sur les exigences liées à l'action climatique des émetteurs de gaz à effet de serre - passée, présente et future. "Cette campagne est une lueur d'espoir qui a le pouvoir de donner un nouveau souffle aux négociations internationales", se réjouit Yeb Sano, de Greenpeace, soulignant l'excitation autour de cette initiative.

Radio-Canada